



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté n° UBDEO/ERC/26/06
mettant en demeure la société REBORN NORMANDIE site de BERNAY
en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement**

**LE PRÉFET DE L'EURE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- vu** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- vu** le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121 et L.122 ;
- vu** le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure ;
- vu** le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024 ;
- vu** le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;
- vu** l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;
- vu** l'arrêté du 03/02/22 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- vu** l'arrêté préfectoral n° D1/B1/14/055 du 24 janvier 2014 autorisant la société CEISA PACKAGING à procéder à l'augmentation de la capacité de production de son établissement de Bernay ;
- vu** le récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale n° UBDEO/ERC/22/69 du 17 mai 2022 de CEISA PACKAGING en REBORN NORMANDIE ;
- vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 26 janvier 2026, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

vu l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite du 16 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

Dans son Plan de Gestion de Solvants (PGS) pour l'année 2024, l'exploitant apporte les données suivantes :

- en tableau 5 : pour 2024, sur 347 jours de production, l'incinérateur de composés organiques volatils a été arrêté 77 jours,
- en tableau 7 : pour 2024, ces 77 jours d'arrêt de fonctionnement de l'incinérateur ont eu pour conséquence de rejeter à l'atmosphère 240,4 tonnes de composés organiques volatils sur les 1 082,9 t de composés organiques volatils consommés au droit des installations raccordées à l'incinérateur,
- en tableau 13 : depuis 2020, le nombre de jours d'indisponibilité de l'incinérateur de composés organiques volatils sont les suivants :
 - en 2020 : 19,3 jours
 - en 2021 : 9,4 jours
 - en 2022 : 12 jours
 - en 2023 : 7,3 jours
 - en 2024 : 77 jours

Par courriels des 15 janvier 2025 et 21 janvier 2025, l'exploitant a informé la DREAL que son incinérateur de composés organiques volatils avait déjà connu 8 jours d'arrêt sur le seul mois de janvier.

Depuis juillet 2025, l'incinérateur de composés organiques volatils fonctionne en mode dégradé avec un rotor défectueux.

Considérant que le « BREF » STS applicable à l'établissement REBORN précise en sa page 459/1056 que le temps d'indisponibilité des oxydateurs thermiques pour les établissements concernés varie entre 1 et 14 jours par an, la moyenne étant de 7,5 jours ;

Considérant que l'oxydateur thermique de la société REBORN dépasse ces recommandations en 2025 ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point 2.9.4 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé qui stipule que l'exploitant doit réduire la fréquence des conditions d'exploitation autres que normales (appelées OTNOC « Other Than Normal Operating Conditions » dans l'arrêté ministériel du 03/02/22) en établissant un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques (notamment l'incinérateur de composés organiques volatils), et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée.

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société REBORN NORMANDIE de respecter les prescriptions du point 2.9.4 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure ;

ARRÊTE

Article 1er

La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé 246 rue du Général Maurice BOURGEOIS 27300 BERNAY, exploitant une installation de fabrication et d'impression (à l'aide d'encre à base de solvants organiques inflammables) de films en matières plastiques (et en matières plastiques recyclées) à la même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 2.9.4 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 en réduisant la fréquence des conditions d'exploitation autres que normales (appelées OTNOC « Other Than Normal Operating Conditions » dans l'arrêté ministériel du 03/02/22) en établissant un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques (notamment l'incinérateur de COV), et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée.

Cette mise en demeure est réputée respectée dès lors que l'exploitant est en mesure de pouvoir justifier du respect d'un maximum de 24 heures cumulées d'indisponibilité (fourchette haute des établissements références du BREF susvisé) de l'incinérateur en période de OTNOC sur 1 mois et ce, sous un délai de 6 mois au plus tard.

Le délai court à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente par voie électronique au moyen du téléservice "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4

Le présent arrêté est notifié à la société REBORN NORMANDIE.
Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Eure pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- monsieur le sous-préfet de Benay,
- monsieur le maire de Bernay,
- l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO)

Fait à Évreux, le

25 FEV. 2026

Le préfet,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a horizontal line and a small flourish.

Charles GIUSTI